

*Questions orales***LE LOGEMENT****LA PÉNURIE DE LOGEMENTS À PRIX RAISONNABLES POUR LES FEMMES**

Mme Marion Dewar (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre chargée de la situation de la femme.

[Français]

Hier, la ministre a exprimé son espoir que la Conférence internationale du logement des sans-abri contribuera à améliorer la situation du logement pour les femmes.

[Traduction]

Ce sont les femmes et les enfants qui pâtissent le plus de la pénurie de logements à prix raisonnables. La ministre s'est dite préoccupée par cette pénurie qui touche les femmes. Par conséquent, proposera-t-elle un programme bien précis à ses collègues du Cabinet en vue d'épargner à nos concitoyennes les souffrances qu'elles endurent?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Privatisation et Affaires réglementaires)): Monsieur le Président, je remercie la députée de la première question qu'elle me pose. Ce dossier préoccupe énormément le gouvernement. J'ai le bonheur d'avoir comme responsables du logement des collègues qui reconnaissent l'importance du logement pour les femmes. C'est ce qui explique entre autres que nous ayons accru les crédits destinés au programme du logement coopératif. Nous savons qu'ainsi les femmes en bénéficieront.

Le logement se rattache également à certains autres de nos programmes destinés à assurer aux femmes une plus grande indépendance financière, notamment en les aidant à recevoir une formation qui leur permettra d'obtenir des salaires plus intéressants. Toutes ces questions font ressortir la nécessité pour les femmes de jouer un plus grand rôle dans la vie économique de notre pays.

LA POSITION DE LA MINISTRE

Mme Marion Dewar (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, la ministre ne voit-elle pas une contradiction dans son rôle de ministre chargée de la Privatisation, puisqu'on sait que les promoteurs immobiliers ne construisent pas de logements abordables...

Des voix: Oh, oh!

Mme Dewar: ... et que le gouvernement n'augmente pas son quota de logements à prix raisonnables? Pourrait-elle dire à la Chambre si elle est disposée à collaborer avec le ministre chargé de la SCHL dans le but d'augmenter le nombre des logements sur le marché?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Privatisation et Affaires réglementaires)): Monsieur le Président, comme je l'ai déjà expliqué à la Chambre, à ce sujet, nous nous distinguons du gouvernement précédent et des autres partis. Les ministres de notre gouvernement collaborent les uns avec les autres et bénéficient de l'appui du service de logements pour la mise en chantier de logements destinés aux femmes. Nous avons l'appui du premier ministre dans toutes les initiatives que nous prenons dans l'intérêt de nos concitoyennes, et il en sera ainsi pendant encore de nombreuses années.

Des voix: Bravo!

[Français]

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL**LA PAPETERIE DE MATANE—L'AIDE GOUVERNEMENTALE—ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE PROCÉDER IMMÉDIATEMENT**

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Hier, celui-ci a tourné en ridicule les demandes légitimes des gens de Matane qui veulent assurer la création de près de 900 emplois dans leur région en plus de la consolidation de 1200 emplois dans l'industrie du sciage.

Depuis des mois le gouvernement fédéral est assis sur le dossier de la papeterie de Matane tandis que la province est prête à aller de l'avant avec de l'aide.

Ma question au premier ministre, et particulièrement aujourd'hui parce que la délégation de Matane est à Ottawa, est la suivante: Est-ce que le premier ministre peut ordonner au ministre responsable de procéder immédiatement avec l'octroi de l'aide nécessaire à la concrétisation de ce projet si important pour la région de Matane?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nulle part dans les déclarations d'hier avez-vous trouvé une indication de ma part, à savoir que nous aurions tourné en ridicule les propositions des gens de Matane. Au contraire! Les gens de Matane ont fait des représentations auprès du gouvernement libéral depuis 19 ans en faveur de l'aide du gouvernement fédéral pour la région de Matane. Depuis presque deux décennies cette aide a été refusée par le parti libéral en faveur d'un projet très important dans la région.

Je suis donc assez surpris aujourd'hui d'entendre la déclaration d'un ancien ministre libéral qui aurait pu aider davantage les gens de Matane.

Il y a un projet qui a été soumis par le secteur privé au gouvernement du Québec, il y a des pourparlers avec les gens d'Ottawa afin d'examiner la proposition dans son contexte global et, nonobstant l'absence d'activités depuis deux décennies, nous allons faire ce que nous pourrions afin d'aider les gens de Matane dans des propositions assez concrètes.

L'AIDE À LA PAPETERIE DE MATANE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, les déclarations du premier ministre ne sont guère rassurantes pour ceux qui sont au Bureau de l'assurance-chômage actuellement à Matane et qui attendent des emplois.

Je demande ceci au premier ministre. Cela ne fait pas deux décennies qu'il y a un projet concret sur la table du ministre responsable. On sait que, actuellement, il existe un groupe qui est prêt à aller de l'avant. Le ministre provincial de l'Énergie accuse Ottawa de se traîner les pieds. Ce que je demande au premier ministre, ce n'est pas de me raconter l'histoire, c'est de penser au présent et à l'avenir et immédiatement, c'est lui qui a le mandat d'administrer les fonds publics et d'aider les régions défavorisées. A ce moment-ci, pourquoi continue-t-il son niaisage, pourquoi ne pas annoncer immédiatement l'octroi de l'aide à la papeterie de Matane pour aller de l'avant avec la création d'emplois?